

« Les étrangers et l'État espagnol au XVIII^e siècle »

Thomas Glesener

Au XVIII^e siècle, l'importante présence d'étrangers à de hautes fonctions à la Cour et dans les structures politiques et militaires de la monarchie hispanique a souvent servi de pièce à charge pour instruire le procès en despotisme de l'État bourbonien. Cette présence confirmerait en effet que la nouvelle dynastie aurait eu besoin d'un personnel spécifique, délié des élites politiques traditionnelles, pour imposer son programme de réformes centralisatrices inspirées du modèle louis-quatorzien. Cette communication se propose de faire, dans un premier temps, une critique de cette lecture de la nature de l'État bourbonien en pointant une méthode qui consiste à déterminer l'essence des régimes politiques à partir d'une typologie nationale de son personnel. Dans un deuxième temps, il s'agira de procéder à une remise en contexte de la mobilité socioprofessionnelle de ces étrangers en Espagne pour en comprendre les enjeux tant à l'échelle des acteurs qu'à celle de la couronne. S'il existe bien un usage politique ponctuel de leur extranéité de la part de la couronne, ces individus ne sont pas enfermés dans un rôle social unique. Au contraire, dans la plupart des contextes, les trajectoires, les comportements et le rapport au pouvoir royal sont identiques à ceux des familles régnicoles en situation d'ascension sociale par le service. Par conséquent, loin d'être une caractéristique spécifique à certains régimes politiques, le cosmopolitisme et l'hétérogénéité des élites politiques sont plutôt un trait banal de la dynamique du pouvoir dans l'entourage royal. Plus que l'importance numérique des étrangers dans l'État, c'est la visibilité et la fréquence des usages politiques des clivages nationaux qui sont révélateurs des tensions politiques, celles-ci ne tenant alors pas compte de l'origine réelle ou de l'intégration sociale effective des individus réputés « étrangers ».